

QUE FAIRE?

Guerra di classe - n°3 - 24 octobre 1936

1- Croire qu'on peut écarter, grâce à la non-intervention, la possibilité d'un conflit armé international, n'est que reculer pour mieux sauter. Cela permet à l'Italie, à l'Allemagne et au Portugal de mieux se préparer à la guerre et aux forces espagnoles fascistes de s'approvisionner en armes et en munitions.

Si le fascisme était vainqueur, la France serait menacée au Sud et l'équilibre des forces dans la Méditerranée serait absolument rompu en faveur de l'Italie et de l'Allemagne, qui sortiraient de cette aventure plus fortes et plus agressives. L'Italie sérieusement engagée en Éthiopie, et l'Allemagne en très mauvaises conditions financières, veulent-elles «immédiatement» une guerre? Non. Elles pourraient entrer en guerre, mais elles ne veulent pas délibérément un conflit immédiat. Si elles le voulaient, elles l'auraient déjà déclenché en Espagne. Il nous faut donc adopter une politique étrangère énergique ayant pour base le Portugal, qui s'est soustrait au contrôle de l'Angleterre. Genève est impuissante. La seule chose à faire est donc de rompre immédiatement avec le Portugal au moyen des mesures suivantes: expulsion immédiate de tous les représentants diplomatiques portugais, fermeture immédiate et complète de la frontière lusitanienne, confiscation de tous les biens appartenant aux capitalistes portugais demeurant en Espagne.

Quant à l'Allemagne et à l'Italie: expulsion immédiate de tous leurs représentants diplomatiques, suspension du droit de survoler le territoire espagnol aux compagnies de navigation aériennes allemandes, interdiction à tous les navires battant pavillon allemand ou italien de rentrer dans les ports espagnols, suspension de toute immunité pour les sujets bourgeois allemands et italiens résidant en Espagne.

Une telle politique aurait pour effet immédiat d'obliger l'Angleterre et la France à prendre position. Si elle devait déterminer l'intervention armée de l'Italie et de l'Allemagne, cette intervention serait du moins provoquée maintenant et non au moment choisi par ces puissances.

2- La base des opérations de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec anxiété la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes en Palestine. Il faut exploiter de pareils soucis grâce à une politique menaçant de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontalières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts, etc...).

3- Étant donné la pénurie des armes et des munitions, il faut intensifier la production sur place en utilisant mieux les techniciens étrangers, dont l'utilisation a été très mal organisée; il faut aussi créer

rapidement toutes les industries de guerre possibles et faire cesser le gaspillage de munitions en donnant des instructions largement répandues et des ordres péremptaires.

4- Il faut réaliser «*l'unité*», aussi bien dans le plan général et particulier des opérations militaires qui doivent être effectuées sur tous les fronts, que dans la liaison entre les commandements de secteurs, au moyen d'un État-major contrôlé par un «*Comité National de Défense*».

5- Il faut éliminer sans pitié et radicalement les résidus fascistes qui nous obligent à conserver un front intérieur, et recourir à des perquisitions systématiques, à l'arrestation en masse des non-syndiqués en âge et en condition physique de faire le service militaire, au contrôle sévère des nouveaux inscrits aux syndicats, etc...

6- Il faut imposer à Madrid le renouvellement immédiat de tout le corps diplomatique espagnol, qui devra être reconstitué avec des éléments choisis par le «*Conseil National de Défense*».

Camillo BERNERI.
